

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2012-2013

---

25 SEPTEMBRE 2013

---

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

---

Proposition de révision de l'article 123,  
§2, de la Constitution

---

### AMENDEMENTS

---

N° 1 DE M. LAEREMANS

Article unique

**Remplacer cet article par ce qui suit :**

« Article unique. L'article 123, §2, de la Constitution, modifié par la révision de la Constitution du 25 février 2005, est remplacé par ce qui suit :

« §2. Par dérogation au §1<sup>er</sup>, le Parlement de la Communauté flamande règle la composition et le fonctionnement du gouvernement de la Communauté flamande par voie de décret. Ce décret est adopté selon les règles de majorité fixées par ce Parlement par décret.

Une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, désigne celles des matières relatives à la composition et au fonctionnement du gouvernement de la Communauté française et du gouvernement de la Région wallonne qui sont réglées par les Parlements, chacun en ce qui le concerne, par décret ou par une

Voir:

Documents du Sénat :

5-1753 - 2011/2012 :

N° 1 : Proposition de révision de la Constitution de M. Delpérée, Mmes Defraigne et Piryns et MM. Moureaux, Anciaux, Tommelein, Claes et Cheron.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2012-2013

---

25 SEPTEMBER 2013

---

## HERZIENING VAN DE GRONDWET

---

Voorstel tot herziening van artikel 123,  
§2, van de Grondwet

---

### AMENDEMENTEN

---

Nr. 1 VAN DE HEER LAEREMANS

Enig artikel

**Dit artikel vervangen door wat volgt :**

« Enig artikel. Artikel 123, §2, van de Grondwet, gewijzigd bij de herziening van de Grondwet van 25 februari 2005, wordt vervangen als volgt :

« §2. In afwijking van paragraaf 1 worden de samenstelling en de werking van de Regering van de Vlaamse Gemeenschap door het Parlement van de Vlaamse Gemeenschap bij decreet geregeld. Dat decreet wordt aangenomen volgens de meerderheidsregels die door dit Parlement bij decreet worden bepaald.

Een wet, aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, duidt de aangelegenheden aan betreffende de samenstelling en de werking van de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van het Waalse Gewest, welke door hun Parlementen, elk voor zich, bij decreet of bij een in artikel 134

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-1753 - 2011/2012 :

Nr. 1 : Voorstel tot herziening van de Grondwet van de heer Delpérée, de dames Defraigne en Piryns en de heren Moureaux, Anciaux, Tommelein, Claes en Cheron.

*règle visée à l'article 134, selon le cas. Ce décret et cette règle visée à l'article 134 sont adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à condition que la majorité des membres du Parlement concerné soit présente.*

*Une loi désigne celles des matières relatives à la composition et au fonctionnement du gouvernement de la Communauté germanophone qui sont réglées par son Parlement par décret. Ce décret est adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à condition que la majorité des membres du Parlement soit présente. » »*

#### Justification

L'auteur renvoie à son amendement n° 1 à la proposition n° 5-1752. Il est logique que le régime d'autonomie constitutive proposé pour les parlements des entités fédérées soit également appliqué aux gouvernements de ces entités fédérées.

#### N° 2 DE M. LAEREMANS

(Subsidiaire à l'amendement n° 1)

#### Article unique

##### **Apporter les modifications suivantes :**

**a) supprimer le 1°;**

**b) au 2°, remplacer le membre de phrase « le paragraphe est complété par deux alinéas » par le membre de phrase « le paragraphe est complété par un alinéa nouveau »;**

**c) supprimer l'article 123, § 2, alinéa 2, proposé au 2°.**

#### Justification

Dans le cadre du conflit communautaire à propos de Bruxelles, les Flamands considèrent l'octroi de l'autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale comme une faute impardonnable et une erreur stratégique monumentale.

Ce point de vue a aussi toujours été celui des responsables politiques flamands et d'une large majorité démocratique en Flandre.

L'octroi de cette autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale, proposé par la majorité institutionnelle, remonte à la note « Octopus » du gouvernement bruxellois, rédigée en février 2008. Dans cette note, le gouvernement bruxellois demande (au point 4.4) l'autonomie constitutive « confirmant le statut de Région à part entière ». L'intention du gouvernement bruxellois est donc très claire.

*bedoelde regel worden geregeld, naargelang van het geval. Dat decreet en die in artikel 134 bedoelde regel moeten worden aangenomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van het betrokken Parlement aanwezig is.*

*Een wet duidt de aangelegenheden aan betreffende de samenstelling en de werking van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, welke door haar Parlement bij decreet worden geregeld. Dat decreet moet worden aangenomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van het Parlement aanwezig is. » »*

#### Verantwoording

De indiener verwijst naar zijn amendement nr. 1 op voorstel nr. 5-1752. Het is logisch dat de regeling inzake de constitutieve autonomie die voor de parlementen van de deelstaten wordt voorgesteld, wordt doorgetrokken voor wat de regeringen van deze deelstaten betreft.

#### Nr. 2 VAN DE HEER LAEREMANS

(Subsidiar op amendement nr. 1)

#### Enig artikel

##### **De volgende wijzigingen aanbrengen :**

**a) het 1° doen vervallen;**

**b) in het 2° de zinsnede « de paragraaf wordt aangevuld met twee leden » vervangen door de zinsnede « de paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid »;**

**c) het in het 2° voorgestelde artikel 123, § 2, tweede lid, doen vervallen.**

#### Verantwoording

Het toekennen van constitutieve autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in de communautaire strijd die in en om Brussel wordt gevoerd vanuit Vlaams perspectief een onvergeeflijke fout en een strategische blunder van formaat.

Dat is ook altijd het standpunt geweest van de Vlaamse beleidsverantwoordelijken en van een ruime democratische meerderheid in Vlaanderen.

De nu door de institutionele meerderheid voorgestelde toekenning van deze constitutieve autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gaat onder meer terug naar de zogenaamde Octopusnota van februari 2008 van de Brusselse regering. Daarin vraagt deze (in punt 4.4) constitutieve autonomie « ter bevestiging van het statuut van volwaardig gewest ». Het opzet hiervan is dus wel zeer duidelijk.

C'est pourquoi il est totalement incompréhensible que les actuels partis flamands de la majorité au niveau fédéral (et la N-VA) aient tout bonnement repris et accepté cette revendication lors des négociations concernant la sixième réforme de l'État. Cela fait des lustres, en effet, que les partis flamands de la majorité, tout comme l'opposition flamande, considèrent que, dans la structure de l'État belge, Bruxelles ne peut être assimilée aux entités fédérées que sont la Flandre et la Wallonie et ne peut dès lors prétendre au statut de Région à part entière.

Au contraire, la Flandre a toujours considéré que Bruxelles devait, en tant que capitale, recevoir un statut distinct. À cet égard, il peut être renvoyé aux 5 résolutions du Parlement flamand de 1999, qui ont été adoptées à la quasi-unanimité. Une de ces résolutions est intégralement consacrée à « Bruxelles dans le cadre de la prochaine réforme de l'État » (Parlement flamand, doc. 1341 (1998-1999)), ce qui souligne l'importance du rôle et de l'avenir de Bruxelles dans le cadre institutionnel que la Flandre envisage. Dans cette résolution, le Parlement flamand énonce comme principe de départ « la dualité de la structure fédérale de l'État, avec en plus un statut spécifique pour Bruxelles, qui doit être administrée sur un pied d'égalité par les Flamands et par les francophones ». Ce document ne parle pas d'octroyer ou non l'autonomie constitutive, car personne n'aurait jamais pu imaginer un seul instant qu'une telle autonomie pût être octroyée à la Région de Bruxelles-Capitale. Il est donc clair que le principe de base adopté par les partis flamands implique qu'il ne pouvait et qu'il ne saurait être question, pour la Flandre, d'octroyer l'autonomie constitutive à Bruxelles.

Ce point de vue a encore été réitéré et confirmé à plusieurs reprises par les responsables politiques flamands et par des organes démocratiquement élus. Le ministre-président flamand, Kris Peeters, l'a encore rappelé dans le discours qu'il a prononcé le 1<sup>er</sup> février 2008, à l'issue des négociations « Octopus » entre les partis flamands de la majorité. Le ministre-président déclara ceci : « Notre vision de Bruxelles est déterminée par notre vision de l'évolution de l'État belge. Cette vision part d'une dualité fondamentale basée sur l'existence de deux États fédérés avec, en outre, un statut spécifique pour Bruxelles et une Communauté germanophone ». Ce discours s'inscrit dans le droit fil des résolutions de 1999 et exclut aussi très clairement toute autonomie constitutive pour Bruxelles. Comme cette déclaration figure en annexe de l'Accord du gouvernement flamand du 13 juillet 2009, il en fait partie intégrante et reflète le point de vue du gouvernement flamand actuel.

Le présent amendement tend à renouer avec ce point de vue largement soutenu pendant de nombreuses années et supprime, par conséquent, l'autonomie constitutive en faveur de la Région de Bruxelles-Capitale.

### N<sup>o</sup> 3 DE M. LAEREMANS

(Subsidiaire à l'amendement n<sup>o</sup> 2)

Article unique

**Remplacer l'article 123, § 2, alinéa 2, proposé au 2<sup>o</sup>, par ce qui suit :**

*« Sans préjudice de l'alinéa précédent, la règle visée à l'article 134 est adoptée, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, à la majorité des suffrages au sein de chaque groupe linguistique. »*

Het is daarom ook volkomen onbegrijpelijk dat de huidige Vlaamse meerderheidspartijen (en de N-VA) in de federale regering deze eis tijdens de onderhandelingen omtrent de zesde staats hervorming zonder meer hebben overgenomen en aanvaard. Het is immers sinds jaar en dag een vast standpunt van de Vlaamse meerderheidspartijen én van de Vlaamse oppositie dat Brussel in de Belgische staatsorde niet kan worden gelijkgesteld met de deelstaten Vlaanderen en Wallonië en bijgevolg niet in aanmerking komt om begiftigd te worden met het statuut van een volwaardig gewest.

Vlaanderen is er integendeel steeds van uitgegaan dat Brussel als hoofdstad een afzonderlijk statuut moest krijgen. Daarvoor kan verwezen worden naar de 5 resoluties van het Vlaams Parlement uit 1999 die nagenoeg unaniem werden aangenomen. Van deze resoluties is er één die integraal handelt over « Brussel in de volgende staats hervorming » (Vlaams Parlement, stuk 1341 (1998-1999)), wat onderstreept hoe belangrijk de rol en de toekomst van Brussel werden beschouwd in het institutionele kader dat Vlaanderen voor ogen staat. In deze resolutie wordt gesteld dat « als principieel uitgangspunt de tweeledigheid van het federale staatsbestel voorop [staat] met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel dat door Vlamingen en Franstaligen op voet van gelijkheid moet worden bestuurd ». Over het al dan niet verlenen van constitutieve autonomie is er in dit document geen sprake omdat niemand er in de verste verte ook maar aan dacht dat deze aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou kunnen en mogen worden toegekend. Het is dan ook duidelijk dat het door de Vlaamse partijen principieel ingenomen uitgangspunt impliceert dat er van constitutieve autonomie voor Brussel in hoofde van Vlaanderen geen sprake kon en kan zijn.

Deze visie werd door de Vlaamse beleidsverantwoordelijken en democratisch verkozen organen daarna meermaals hernomen en herbevestigd. Dat gebeurde onder meer nog in de toespraak van 1 februari 2008 van Vlaams minister-president Kris Peeters naar aanleiding van de afronding van het zogenaamde Octopusoverleg dat door de Vlaamse meerderheidspartijen was gehouden. Daarin benadrukte de minister-president : « Onze visie op Brussel wordt bepaald vanuit onze visie op de staatkundige evolutie van België. Die visie gaat uit van een fundamentele tweeledigheid op basis van twee deelstaten met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel én een Duitstalige Gemeenschap. » Deze uitspraak ligt volledig in het verlengde van de resoluties van 1999 en ook zij sluit heel duidelijk constitutieve autonomie voor Brussel uit. Vermits deze verklaring werd opgenomen als bijlage bij het Vlaams regeerakkoord van 13 juli 2009, maakt zij er integraal deel van uit en is dit het standpunt van de huidige Vlaamse regering.

Met dit amendement wordt beoogd aan te sluiten bij deze vele jaren lang breed gedragen visie en wordt de constitutieve autonomie ten behoeve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijgevolg geschrapt.

### Nr. 3 VAN DE HEER LAEREMANS

(Subsidiair op amendement nr. 2)

Enig artikel

**In het 2<sup>o</sup> het voorgestelde artikel 123, § 2, tweede lid, vervangen door wat volgt :**

*« Onverminderd de bepalingen uit het voorgaande lid, moet de in artikel 134 bedoelde regel, voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, worden aangenomen met een meerderheid in elke taalgroep. »*

## Justification

Dans son avis relatif à la proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en exécution des articles 118 et 123 de la Constitution (Sénat, doc. n° 5-1754/2), le Conseil d'État observe à juste titre que « le texte des articles 118 et 123 de la Constitution proposés se borne à préciser que les ordonnances de la Région de Bruxelles-Capitale qui mettront en œuvre l'autonomie constitutive qui lui est reconnue, devront obéir à des « conditions de majorité supplémentaires ». Ce texte ne prévoit par contre pas explicitement que ces « conditions de majorité supplémentaires » rendent nécessaire une majorité des suffrages exprimés au sein de chacun des deux groupes linguistiques du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. »

Si l'on décide malgré tout d'accorder l'autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale — ce à quoi s'oppose l'auteur du présent amendement — et que l'on bétonne ce principe dans la Constitution, on peut alors tout aussi bien définir précisément les garanties que l'on souhaite instaurer, dans le prolongement de cette décision, en faveur du groupe linguistique le moins nombreux, au lieu de le faire au moyen d'une formulation vague et susceptible de toutes sortes d'interprétations, comme c'est le cas aujourd'hui (« conditions de majorité supplémentaires »). C'est d'autant plus nécessaire que cette garantie en faveur du groupe linguistique le moins nombreux a déjà été substantiellement affaiblie autrefois par des modifications apportées à la loi spéciale. La loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés prévoit en effet que la majorité des suffrages initialement requise dans chaque groupe linguistique est ramenée à une minorité d'un tiers des voix de chaque groupe linguistique lors d'un second vote, lorsque la majorité n'était pas atteinte dans l'un des deux groupes linguistiques lors du premier vote. Compte tenu de cela, il n'est pas judicieux de laisser le législateur spécial donner une nouvelle interprétation à cette garantie et il serait préférable de l'inscrire directement dans la Constitution. Ainsi, les négociateurs pusillanimes et conciliants des partis traditionnels flamands seront à l'avenir un peu plus prémunis contre d'autres bévues à cet égard.

## Verantwoording

In zijn advies over het voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, ter uitvoering van de artikelen 118 en 123 van de Grondwet (stuk Senaat, nr. 5-1745/2) merkt de Raad van State terecht op dat « in de tekst van de voorgestelde artikelen 118 en 123 van de Grondwet alleen bepaald [wordt] dat de ordonnances van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest die uitvoering geven aan de aan dat gewest toegekende constitutieve autonomie, moeten voldoen aan « bijkomende meerderheidsvoorwaarden ». In die tekst wordt evenwel niet uitdrukkelijk bepaald dat deze « bijkomende meerderheidsvoorwaarden » een meerderheid van de uitgebrachte stemmen binnen elk van de twee taalgroepen van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement vereisen. »

Als men toch constitutieve autonomie wil geven aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest — iets waar indiener van dit amendement tegen is — en dit betonnet in de Grondwet, dan kan men de waarborgen die men in het verlengde daarvan ten behoeve van de minst talrijke taalgroep wenst in te voeren in de Grondwet evengoed precies omschrijven, in plaats van dat te doen via een vage en voor velerlei interpretatie en invulling vatbare formulering zoals nu het geval is (« bijkomende meerderheidsvoorwaarden »). Dit is des te meer noodzakelijk omdat deze garantie voor de minst talrijke taalgroep in het verleden reeds via wijzigingen in de bijzondere wet substantieel werd afgezwakt. In het kader van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen werd immers bepaald dat de oorspronkelijk vereiste meerderheid van stemmen in elke taalgroep wordt herleid tot een minderheid van een derde van de stemmen in elke taalgroep in een tweede stemronde, indien tijdens de eerste stemronde in één van beide taalgroepen de meerderheid niet was behaald. Met deze les in het achterhoofd is het bijgevolg niet wijs om de bijzondere wetgever hieraan verder invulling te laten geven, maar verdient het de voorkeur deze bepaling rechtstreeks in de Grondwet in te schrijven. Op deze manier kunnen de karakterzwakke en toegevinggezinde Vlaamse onderhandelaars van de traditionele partijen in de toekomst iets meer worden behoed voor verdere stomiteiten dienaangaande.

Bart LAEREMANS.